ASSEMBLÉE NATIONALE

22 juin 2018

DÉMOCRATIE PLUS REPRÉSENTATIVE, RESPONSABLE ET EFFICACE - (N° 911)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL752

présenté par

M. Mélenchon, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon,
Mme Ressiguié, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

Après le premier alinéa de l'article 1^{er} de la Constitution, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La vocation de la République est d'être une nation universelle qui défend et contribue à la paix dans le monde. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, en cohérence avec notre programme l'Avenir en Commun (Point 57, <https://laec.fr/sommaire>), et avec notre Livret Constituant (<https://avenirencommun.fr/livret-assemblee-constituante/>) nous proposons d'intégrer le respect des règles fondamentales de l'Organisation internationale du travail dans les accords commerciaux.

La France est présente dans tous les océans. Cette position implique que notre Nation ne peut être réduite à une vision occidentaliste du monde.

La France doit se porter aux avant-postes d'une nouvelle alliance universelle pour la paix. Le nouvel indépendantisme que nous proposons commence par les mots. Notre République ne doit plus être définie comme « occidentale ». Sa devise « Liberté, Égalité, Fraternité » est par principe universelle, donc internationaliste. Nous proposons de redéployer l'action internationale de la France dans trois directions principales : l'espace méditerranéen, les pays de la francophonie et les puissances (ré)émergentes, notamment les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Le poids de la France à l'ONU, seule instance légitime à œuvrer à la sécurité collective, doit servir cette nouvelle action internationale. Seul un monde où la loi précède l'ordre, où l'on étend collectivement le champ du droit, peut être un monde où la paix progresse.

Notre peuple s'est distingué dans l'histoire en faisant non pas la Révolution pour lui-même, mais pour l'humanité universelle, en déclarant quels sont les droits de l'homme et du citoyen, et non pas

les droits des seuls citoyens français. Par conséquent, la vocation historique de notre pays est nécessairement d'œuvrer à la paix du monde, puisque son acte fondateur proclame l'universalité de la condition humaine, et par voie de conséquence l'égalité de tous les hommes en droit, égalité qui rend illégitime toute volonté de domination de la France sur quelque peuple que ce soit.

Nous proposons donc que soit inscrit dans la Constitution le principe suivant : "La vocation de la République est d'être une nation universelle qui défend et contribue à la paix dans le monde". La formulation que nous proposons correspond nécessairement à la volonté du peuple français et à celle de tous ses représentants. Il n'y a donc aucune raison objective que cet amendement ne soit pas adopté.